

Uruguay : les orientations de la gauche

lundi 10 décembre 2007, par [HERRERA Ernesto](#) (Date de rédaction antérieure : 12 août 2007).

Sommaire

- [Un bilan lamentable](#)
- [Un parti du régime dominant](#)
- [Ce qui est réellement en jeu](#)

La thèse selon laquelle « l'orientation » du gouvernement de Tabaré Vasquez serait encore en « débat » sert à masquer deux faits politiques irréfutables et liés entre eux. D'une part, au cours des deux années et demi écoulées, tout ce qui était supposé être en « débat » a été résolu, si l'on peut dire, en faveur de l'ordre capitaliste. D'autre part, le programme du « progressisme » confirme, de manière inexorable, la conversion sociale-libérale de la couche dirigeante du Frente Amplio [1].

La thèse de l'existence d'un tel « débat », opposant le « camp majoritaire » [2] à une aile plus « orthodoxe » (Danilo Astori [3] et son équipe du ministère de l'Économie et des Finances) a été récemment réalimentée au sein du « camp majoritaire ». Il y aurait, selon ces dires, une « *guerre de mouvement* » visant à desserrer, « *de l'intérieur* », les « *rigidités néolibérales* » ancrées dans la politique économique. Selon ses auteurs, pour combattre de telles « rigidités », il faudrait éviter « *un profil* » d'opposition et à plus forte raison ne pas s'afficher avec « *l'ultra gauche* », qui a déjà fait le pas d'une rupture politique avec le gouvernement et avec le parti qui le soutient. Il suffirait de « *changer de pas* » pour modifier « *l'orientation* », c'est-à-dire « *accélérer* » la mise en œuvre de quelques concessions « *redistributrices* » pour assurer une répartition plus « *équitable* » du gâteau, en profitant de « *l'embellie* » que révèlent les indicateurs macro-économiques.

A aucun moment, les « dissidents » du « camp majoritaire » ne sont parvenu à proposer des mesures, qui mettraient effectivement la main sur les profits capitalistes pour en faire bénéficier les revenus des salariés. A aucun moment ils n'ont tenté de resserrer le scandaleux écart entre les riches et les pauvres. Et ce pour deux raisons simples. Premièrement, parce qu'ils adhèrent, de manière disciplinée, à l'idée que le « *modèle économique* » qu'applique le gouvernement est une « *politique d'État* ». Deuxièmement, parce qu'ils sont d'accord sur le fait que n'importe quel « *tournant radical* » pourrait ouvrir un « *scénario de conflits* » avec le patronat et les institutions financières internationales.

Le prétendu « débat » n'en est donc pas un. Car le « camp majoritaire » ne propose pas d'autre programme, même pas un programme « minimum » (par exemple, un ajustement salarial qui permette de récupérer ce qui a été perdu et un plan immédiat de travaux publics pour diminuer le chômage). Au contraire, ce « camp majoritaire » a soutenu sans hésiter, aussi bien au sein du gouvernement que dans le Parlement, toutes les mesures économiques antipopulaires (depuis le paiement à l'avance du FMI jusqu'à la réforme fiscale). Il défend également, avec acharnement, non seulement les plans assistentialistes « *circonscrivant la pauvreté* » inventés par la Banque Mondiale, mais aussi la politique « *d'ouverture* » aux investissements étrangers qui sont, par exemple, la meilleure garantie des multinationales papetières comme la finlandaise Botnia et l'espagnole Ence [4].

Un bilan lamentable

Des espérances il ne reste que des miettes. Le regard de larges couches de la classe travailleuse commence à se faire plus interpellateur. Elles perçoivent très clairement qu'elles ne sont pas les principales bénéficiaires du « *changement possible* », et se rendent compte que la pauvreté « *est là pour y rester* ». Plus encore : « *Elles observent comment le gouvernement continue à repousser à plus tard leurs demandes et leurs besoins les plus urgents, alors qu'il donne la priorité au maintien d'un bon climat d'affaires pour les entrepreneurs et paie, à l'avance, ses créditeurs internationaux* » [5].

C'est dans ce « *nouveau moment politique, où se mêlent protestations et lutte, repli et désenchantement* » [6], que le « *camp majoritaire* » ressuscite sa thèse de « *l'orientation politique* » du gouvernement « *en débat* ». Il est évident que la manœuvre d'en haut répond au désenchantement d'en bas. Un désenchantement qui peut avoir des conséquences fatales pour le Frente Amplio lors des élections nationales de 2009. C'est ce que dit le député de Vertiente Artiguista, Edgardo Ortuño : « *Si nous ne faisons pas ce que nous avons promis, il n'y aura pas de candidat capable de nous sauver* » [7].

Tous les indicateurs de la « *réalité* » sont éloquentes : « *salaires comprimés, revenus des foyers diminués, chômage, sous-emploi et pauvreté de masse. Alors que sur l'autre face de la médaille il y a une concentration accrue de la richesse, une surexploitation accrue de la force de travail (paraphrasée sous l'euphémisme de « l'augmentation de la productivité ») et des profits patronaux qui n'arrêtent pas de croître* » [8]. A l'issue de la moitié du mandat « *progressiste* », la brèche entre riches et pauvres n'a cessé de s'élargir. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Et ce ne sont pas uniquement les « *ultra gauchistes* » agités qui l'affirment, mais aussi l'insoupçonnable Institut d'Économie : pour la deuxième année consécutive, les riches ont engrangé des revenus plus élevés, alors que ceux des pauvres ont encore diminué [9].

A cette carte de la « *géographie socio-économique* », ou plutôt à cette crise sociale écrasante, il faut ajouter l'impact de la récente réforme fiscale (entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2007, élaborée sous la supervision de fonctionnaires de la Banque Interaméricaine de Développement), avec sa liste d'injustices sociales. Les salariés et les retraités en subiront les effets directs sur les salaires, les retraites, les loyers et le prix du « *panier de la ménagère* », au bénéfice des patrons et des « *investisseurs* » qui profiteront d'exonérations fiscales accrues.

Les déclarations provenant du « *camp majoritaire* » confirment le bilan pénible (pour la classe travailleuse) de ces deux années et demi de gouvernement « *progressiste* ». Elles montrent en même temps que le « *modèle de pays productif* » ne va pas plus loin qu'un spot publicitaire. Pour Hector Tajam, député du MPP [10] : « *Il n'a pas été possible de dépasser le modèle du pays producteur de matières premières. La plupart des postes de travail créés sont de médiocre qualité, très souvent précaires (62 % du total), et peu rémunérés (une moyenne de 4 000 pesos nominaux* » [11]. Pour Eduardo Lorier, sénateur du PCU : « *Nous continuons soumis à la logique du néolibéralisme. Nous avons des accords avec le Fonds Monétaire International et les objectifs n'ont pas changé (...) nous sommes conditionnés, car nous sommes entrés dans la logique du capital, qui s'impose parce que l'équipe économique a tellement parié sur l'investissement étranger* » [12].

En résumé, les traits de continuité (néolibérale) ont été imposés par les buts qui s'opposent aux promesses de changement. C'est la démonstration catégorique de l'incompatibilité : il est impossible de réaliser les intérêts capitalistes d'un côté et, de l'autre, assumer les intérêts de la classe travailleuse. Le gouvernement auquel est associé — et que défend — le « *camp majoritaire* » a opté pour la première alternative. Ce qui signifie que le « *débat* » a déjà été tranché.

Les « *préoccupations* » actuelles des dirigeants et des forces politiques qui composent le « *camp majoritaire* » ne visent pas à « *dépasser le modèle du pays producteur de matières premières* ». Bien au contraire, elles le renforcent. Il suffirait de se limiter au blocage des prix du panier de la ménagère (viande, pain, riz, légumes, fruits, etc.), mais au lieu de décréter un gel des prix, pour éviter l'inflation galopante (8,3 % par an, alors qu'on annonçait moins de 6 %), le gouvernement, à l'initiative du ministre de l'Agriculture et de la Pêche, le tupamaro José Mujica, a choisi de ne pas affronter ce « *modèle d'accumulation* » fondé sur les exportations. Il a préféré adopter une ligne de moindre résistance face au patronat (principalement les entreprises exportatrices et les chaînes de supermarchés qui fixent les prix), baissant à peine (et seulement durant 60 jours) la TVA sur les deux produits carnés qui représentent 15 % de la consommation populaire de viande.

Devant l'évidente crise sociale et la croissance exponentielle du désenchantement, la stratégie du « *camp majoritaire* » est de s'arranger pour que le moins possible de travailleurs réagissent, protestent, luttent, se mobilisent. Ils voudraient que la majorité du « *peuple progressiste* » finisse par digérer la thèse du fameux « *débat* » et se calme, jusqu'à ce qu'apparaisse une autre orientation économique, ce qui pourrait arriver lors d'un « *deuxième gouvernement progressiste* ». Ou pire, que les luttes des travailleurs soient bâillonnées par les syndicats « *qui se régulent et s'occupent moins de certaines affaires* » et par des mécanismes comme les Consejos de Salarios (Conseils de réglementation salariale) qui, selon les dires du ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, le tupamaro Eduardo Bonomi, ont contribué, de manière substantielle, à l'établissement de « *grandes conditions pour la tranquillité sociale* » [13].

Désormais et de plus en plus, nous assisterons à l'émulation pour des poses « *à gauche* » au sommet du « *progressisme* ». Il faut en effet envoyer des « *messages encourageants* » aux militants du Frente Amplio, aussi mécontents que surpris. Et parce que les échéances électorales s'approchent, concernant aussi bien le parti de gouvernement (à cause des candidatures) que les partis traditionnels de la bourgeoisie (qui seront visés par le porte-à-porte).

Néanmoins, rien de tout cela ne modifiera substantiellement le « *programme de gouvernement* ». Tout au plus on aura droit à une répétition de la maxime de Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « *Il faut que tout change pour que tout reste pareil* ». C'est ce qu'annonce le député Roberto Conde, un des principaux dirigeants du PS, lorsqu'il résume le « *débat* » avec les « *excès d'orthodoxie* » dans les termes suivants : « *L'objectif central qui doit nous guider doit être celui d'améliorer la performance de l'application du programme et d'assurer des résultats qui permettront d'arriver en 2009 avec un scénario favorable à la continuité du projet* » [14].

Tout cela aboutit à la conclusion que toute attente envers ce « *camp majoritaire* » ne peut que conduire à davantage de confusions et de reculs — sinon à la paralysie — de la classe travailleuse et des organisations populaires.

Un parti du régime dominant

Le désolant bilan du « *progressisme* » gouvernemental et la responsabilité du « *camp majoritaire* » dans cette affaire ne doivent pas occulter une autre question tout aussi, sinon plus, décisive.

Depuis le dernier congrès du Frente Amplio, en décembre 2003, le « *camp majoritaire* » (qui en son temps a également été rejoint par Astori et son groupe politique) a défendu comme sien le « *programme de gouvernement* » actuellement appliqué. Autrement dit, il a été une composante décisive de cette couche dirigeante (conduite par Tabaré Vazquez et, auparavant, par Liber Seregni, décédé) qui s'est définitivement convertie au social- libéralisme. Il s'agit donc d'une force ayant une tradition de gauche mais mettant en œuvre un programme néolibéral, une force adaptée à la logique

du « marché » et aux impératifs de la « mondialisation capitaliste », soumise aux « valeurs démocratiques et universelles » qui garantissent la « gouvernabilité ».

Évidemment, cette conversion sociale-libérale de la couche dirigeante du Frente Amplio n'est pas un saut abrupt qui s'est produit à partir de l'arrivée à l'édifice Libertad [15]. Elle est le résultat d'un long processus socio-politique qui a démarré au cours des années 1990 (le moment le plus critique de l'offensive du capital contre la classe travailleuse). Ce « tournant vers le pragmatisme » coïncide avec les modifications programmatiques et stratégiques adoptées par la gauche « officielle » latino-américaine, après la chute des régimes staliniens en Europe de l'Est, la clôture du cycle révolutionnaire en Amérique Centrale (Nicaragua, Salvador, Guatemala) et les impasses politiques et socio-économiques du « modèle » cubain. Cette conversion a été associée au « tournant vers la social-démocratie » (en réalité, à la décomposition politique et à la capitulation programmatique) des grands partis intégrant le Foro de Sao Paulo, en particulier le Parti des travailleurs (PT, Brésil), le Parti révolutionnaire démocratique (PRD, Mexique) et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN, Nicaragua).

Les alliances avec des fractions décisives de la bourgeoisie, les pactes programmatiques et la subordination à la « gouvernabilité démocratique » ont donné corps à cette conversion sociale-libérale du Frente Amplio. Au point de le transformer en gérant gouvernemental de l'accumulation et de la reproduction capitalistes sous la direction de l'État bourgeois. Son passage à un parti du régime de domination (de l'ordre capitaliste, de son architecture institutionnelle-étatique, de ses appareils politiques) sur les plans politique, idéologique, juridique et répressif, l'ont invalidé en tant que force stratégique, porteuse d'un projet d'hégémonie populaire. Dans ce sens, le Frente Amplio a cessé d'être un instrument de changement et un levier de lutte, Il s'agit là d'une modification qualitative de sa nature politique et du contenu social qu'il représentait.

Sa couche dirigeante c'est, essentiellement, un groupe de fonctionnaires et de parlementaires qui vivent de charges publiques et de nominations électorales ; un groupe qui négocie à l'intérieur de l'appareil d'État avec un ensemble d'ennemis des travailleurs (avec la droite politique, avec les corporations patronales, avec les institutions financières internationales, avec les gouvernements impérialistes). C'est un groupe conservateur (à tel point que la plupart de ceux qui en font partie mènent campagne contre la dépénalisation de l'avortement et promeuvent la répression contre les « séditieux » qui attaquent la propriété privée) qui est irrécupérable, même pour une lutte plus ou moins « réformiste », quelles que puissent être ses contorsions rhétoriques et ses « tournants vers la gauche » spasmodiques. Son horizon stratégique c'est le pouvoir pour le pouvoir (le gouvernement pour le gouvernement). Son programme est dépourvu d'un projet de « nation souveraine » et orphelin de toute notion de société égalitaire.

Il est évident que rien de ce qui précède ne doit conduire à sous-estimer le Frente Amplio en tant que machine électorale. Il continuera à graviter sur ce terrain-là. Ni à sous-estimer sa capacité indiscutable à recruter des votes et des volontés. C'est même dans ce but qu'il a incorporé dans l'imaginaire de secteurs populaires l'idée qu'il serait « moins pire » et préférable à un retour de la droite — blancos ou colorados [16] — au gouvernement du pays.

Ce qui est réellement en jeu

La victoire de Tabaré Vazquez en octobre 2004 était l'expression d'un long cheminement d'accumulation populaire et a représenté un ensemble de luttes historiques des travailleurs, en plus d'un net refus du « modèle néolibéral » appliqué par les partis bourgeois traditionnels. Cette victoire a « symbolisé » l'espoir — et la capacité — de la classe travailleuse et de ses alliés, de devenir

protagonistes d'un processus politique de « changement », non seulement électoral mais aussi produit d'une longue période de luttes et de résistances défensives depuis « l'ouverture démocratique » en 1985.

Mais l'espoir a été escamoté et la capacité obstruée. L'arrivée au gouvernement du Frente Amplio n'a pas signifié la mise en pratique d'aucune sorte de programme « anti-néolibéral » et encore moins l'ascension d'un projet hégémonique populaire opposé au régime politique de domination. Car derrière la façade d'un « ordre politique nouveau » caractérisé comme « gouvernement progressiste » (où les dominés ont l'air de dominer, semblent contrôler, croient être écoutés, ont l'air de participer et obtiennent ce qu'ils revendiquent... en apparence), continue la domination la plus incontestée des classes possédantes.

C'est un fait, que dans les secteurs militants du Frente Amplio et aussi parmi certains courants classistes et révolutionnaires, l'idée a prévalu que le gouvernement de Tabaré Vazquez impliquait une modification – même si elle était insuffisante et partielle – du rapport de forces au profit de la gauche et de la classe travailleuse, qui permettait de mener un combat politique avec les classes dominantes. Cette évaluation équivoque, au vu de l'approfondissement du régime néolibéral de domination, a débouché d'une part sur un renforcement de la crise et de la défaite de la gauche, et d'autre part sur une fragmentation et un affaiblissement des luttes sociales de résistance. C'est ainsi que la reconstruction (ou la refondation, si l'on préfère) d'une force stratégique des travailleurs, avec une perspective socialiste, s'impose de manière urgente. Une urgence à la mesure des défis qu'elle affrontera.

C'est le véritable débat d'orientation. Le débat sur la construction d'une nouvelle force stratégique de la gauche.

La réimplantation de cette perspective dans la conscience et dans les luttes organisées de la classe travailleuse, prend une dimension fondamentale. C'est une tâche que la gauche révolutionnaire ne peut remettre à plus tard. Si la fonction du « progressisme » est de limiter le potentiel classiste et anticapitaliste des travailleurs, le défi pour les socialistes révolutionnaires est de forger ce lien programmatique avec les luttes sociales, opposées au pouvoir d'État et à l'ensemble des institutions qui dessinent le régime de domination.

En définitive, il s'agit de s'engager, inconditionnellement, dans les résistances quotidiennes. Résistances qui concernent aussi bien ceux qui se situent à la gauche du Frente Amplio que ceux qui restent encore fidèles aux « bases fondatrices » de ce même Frente Amplio, avec lequel ils ne rompent ni politiquement, ni organiquement. Résistances qui regroupent des militants syndicaux dans des structures antibureaucratiques (comme la Tendance classiste et combative) et dans les diverses coordinations et assemblées populaires de la gauche radicale. Résistances qui se développent autant dans les luttes actuelles des syndicats (entre autres celles des travailleurs de la santé, des enseignants, des professeurs, des employés municipaux) que dans le combat des coopératives de logements, dans les manifestations contre la répression et l'impunité du terrorisme d'État, les marches anti-impérialistes, les revendications de quartier, les demandes des associations de retraités, etc.

Le projet révolutionnaire se construit dans le processus même de la lutte des classes et par la rupture avec la couche dirigeante du « progressisme ». Mais également par une délimitation politique claire par rapport aux diverses versions d'un « horizontalisme » qui nie la nécessité de l'organisation politique et confond, dans la plupart des cas, « visibilité » et « actions directes », avec l'implantation sociale (réelle), avec l'accumulation de l'expérience et avec le projet politique.

Si la fonction du « progressisme » est d'être une barrière face au potentiel anticapitaliste de la classe travailleuse et de ses alliés populaires, la tâche de la gauche révolutionnaire est de forger un

instrument programmatique et stratégique opposé au pouvoir de l'État et à l'ensemble de son architecture institutionnelle. Cet effort de reconstruction de la force stratégique, qui doit avoir une composition massive, implique d'éviter non seulement les tentations de regarder les événements politiques nouveaux au travers de vieux schémas sectaires, mais aussi d'éviter les illusions qu'il serait possible de rééditer l'origine du cycle du Frente Amplio commencé en 1971. Les deux alternatives sont épuisées pour une perspective socialiste révolutionnaire.

Il faut finalement avoir à l'esprit, que la tâche de reconstruire une force stratégique, avec une dimension refondatrice, est un défi beaucoup plus grand que celui de créer une option électorale avec un sceau de gauche.

Montevideo, le 12 août 2007

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 530/531, août-octobre 2007.

* Ernesto Herrera, longtemps dirigeant de la IV^e Internationale et de sa section uruguayenne, milite actuellement au sein du Colectivo Militante. Il est rédacteur de Construyendo, mensuel de la Coordinadora de Unidad Revolucionaria (CUR, Coopération d'unité révolutionnaire) et éditeur du bulletin électronique Correspondencia de Prensa (pour s'y abonner écrire à germain5@chasque.net). Nous reprenons cet article de Correspondencia de Prensa du 7 août 2007 (la traduction française — réalisée par www.alencontre.org — a été révisée par la rédaction d'Inprecor).

Notes

[1] Fondé en 1971, le Frente Amplio (Front Large) a regroupé, surtout après l'imposition de la dictature militaire, l'ensemble de la gauche uruguayenne, y compris la section uruguayenne de la IV^e Internationale. Il a connu une évolution de bureaucratisation et d'adaptation au néolibéralisme similaire à celle qu'a atteinte le Parti des travailleurs au Brésil.

[2] Le « camp majoritaire » est un hybride comprenant le Movimiento de Participación Popular (MPP, tupamaros et leurs alliés), le Parti Socialiste (PS), Vertiente Artiguista (VA - par référence à G. Artigas qui anima la révolte contre les royalistes au début du XXI^e siècle) et le Parti Communiste de l'Uruguay (PCU). Le « camp majoritaire » dispose de la majorité au sein de la fraction parlementaire du Frente Amplio et dans le Conseil des Ministres.

[3] Danilo Astori (économiste qui s'était auparavant réclamé du marxisme) dirige le groupe politique Asamblea Uruguay, qui constitue la troisième force électorale du Frente Amplio.

[4] La construction des immenses papeteries — très polluantes — par les multinationales Botnia et Ence a provoqué une longue lutte en défense de l'environnement ces dernières années.

[5] "Organizar la lucha, superar la fragmentación". Éditorial de *Construyendo* n° 25 de juillet-août 2007, mensuel de la Coordinadora de Unidad Revolucionaria.

[6] Idem.

[7] Cité par Víctor H. Abelando, "El rumbo cuestionado de la economía progresista", hebdomadaire Brecha du 27 juillet 2007.

[8] *Construyendo* n° 25, *op. cit.*

[9] Verónica Amarante et Andrea Vigorito, *Evolución de la pobreza en el Uruguay 2001-2006*, Instituto de Economía.

[10] Le Mouvement pour la participation populaire (MPP) est l'organisation regroupant la majorité des ex-Tupamaros, organisation guérillériste qui opposa la lutte armée à la dictature militaire.

[11] *Brecha*, *op. cit.* 4 000 pesos uruguayens correspondent à environ 126 euros. Le salaire minimum national est de 3 140 pesos (99 euros), le salaire moyen national se situe autour des 8 300 pesos (262 euros environ) et le coût du « panier de la ménagère » (mensuel, pour deux personnes adultes et un enfant) est estimé à 30 000 pesos (945 euros).

[12] Interview à *Ultimas Noticias*, reprise dans le bulletin *Comcosur* du 30 juillet 2007.

[13] Interview à *El País* du 31 juillet 2007.

[14] Interview à *Brecha* du 27 juillet 2007.

[15] L'immeuble où siège le gouvernement.

[16] Les partis Blanco et Colorado sont les deux forces politiques traditionnelles de la bourgeoisie uruguayenne.